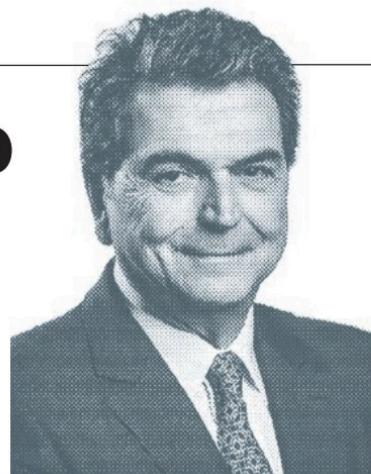


Après la tornade Trump

Le Forum mondial de Davos a été le révélateur du chaos mondial. Le discours du président américain a été à la hauteur des craintes qu'il suscitait, mais celui du Premier ministre canadien fera date par sa clairvoyance.

Par Pierre Lellouche



Finalement, il n'a pas tiré. Comme dans le célèbre film de Sergio Leone, où Clint Eastwood laisse tomber sa fameuse sentence: « *Le monde se divise en deux catégories, ceux qui ont un pistolet chargé et ceux qui creusent* », à Davos, c'est Trump qui tenait l'arme et le Danemark et ses alliés européens, la pelle. Mais après avoir annoncé sur tous les tons qu'il avait besoin de ce « *morceau de glace* », après avoir dit et répété qu'il ne reculerait pas, qu'il n'accepterait rien d'autre que la « *propriété* » du Groenland, brusquement, Donald Trump annonçait devant un auditoire médusé, qu'il « *n'utilisera pas la force* ». Mieux, quelques heures plus tard, à l'issue d'une réunion avec le secrétaire général de l'Otan, on apprenait qu'une solution avait été trouvée, Trump renonçant même aux surtaxes douanières qu'il entendait appliquer dès le 1^{er} février contre les huit nations européennes qui avaient osé dépecher quelques dizaines de soldats à Nuuk.

L'Europe entière poussa un immense « ouf » de soulagement. Mais chacun avait bien compris que le monde atlantique d'hier était définitivement mort et qu'il faudra bien que l'on se décide, dans les différentes capitales européennes, à inventer autre chose que la soumission volontaire perpétuelle à une Amérique bien décidée, cette fois, à tourner les talons.

Curieusement, ce travail prospectif qu'on aurait espéré entendre de Paris ou de Berlin est venu d'Ottawa et du Premier ministre canadien, Mark Carney. Il connaît bien Trump. Ironiquement, il lui doit même sa victoire électorale, en avril 2015, pour s'être vigoureusement opposé aux velléités trumpiniennes d'annexion du Canada.

Dans un discours qui fera date, Carney a annoncé la fin de la mondialisation soi-disant « heureuse » sous domination américaine. Il dénonce la lâcheté des gouvernements occidentaux, qui, des décennies durant, ont prospéré « *sur ce que nous appelions « l'ordre international fondé sur les règles »* », ont « *adhéré à ses institutions, vanté ses principes* », en sachant pertinemment que « *les règles étaient en partie fausses, [qu'elles] étaient respectées de manière asymétrique* », que « *le droit international était appliqué avec plus ou moins de rigueur, selon l'identité de l'accusé ou de la victime* », parce que « *l'hégémonie américaine, en particulier, contribuait à* »

assurer des bienfaits publics: des voies maritimes ouvertes, un système financier stable, une sécurité collective [...]. Ainsi nous avons placé l'enseigne dans la vitrine. Nous avons participé aux rituels et nous avons généralement évité de signaler les écarts entre la rhétorique et la réalité. Ce compromis ne fonctionne plus ». Et de conseiller aux puissances moyennes de faire comme le Canada, qui a « *baissé les impôts [...], mis en œuvre des investissements de 1000 milliards de dollars dans les domaines de l'énergie, de l'intelligence artificielle et des minéraux critiques* », « *double les dépenses de défense d'ici à 2030* » et, « *pour contribuer à résoudre les problèmes mondiaux* », privilégie « *une géométrie variable* »: « *Nous*

adhérons à différentes coalitions pour différents enjeux, en fonction des valeurs et des intérêts. »

Une stratégie qu'on peine à voir se dégager en Europe: en France, Emmanuel Macron déclame à l'envi des discours sur notre indispensable réarmement, mais il est incapable de faire voter un budget, avec toujours plus de déficit et d'impôts, autrement que par le 49.3, tandis qu'en Allemagne, la plus grande confusion règne sur les choix énergétiques et stratégiques du pays.

C'est Volodymyr Zelensky, un brin ingrat (après avoir bénéficié de 250 milliards d'euros apportés par l'Europe!) mais malheureusement lucide, qui résume la tragédie de l'Europe: « *un kaléidoscope de puissances petites et moyennes* » qui, « *au lieu de prendre l'initiative de défendre la liberté dans le monde entier, en particulier lorsque l'attention des États-Unis se porte ailleurs, [...] semble perdu* »...

Entre-temps, Trump est déjà parti vers de nouvelles aventures. Son Conseil de la paix pour Gaza vise ni plus ni moins qu'à organiser une Onu *bis*, mais cette fois sous sa présidence à lui, Trump, à la tête d'un *board* composé de sept membres, six Américains et un Britannique, Tony Blair... Ses émissaires filent vers Moscou. Lui Trump veut voir Poutine et refuse l'invitation à dîner de Macron qu'il a lui-même publiée sur son compte Truth Social. Une humiliation de plus pour son ami « *Emmanuel* »... ●